

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Attention une bande a organisé un racket contre les entreprises de métallurgie !**

- Social - Scandale de l'UIMM-Medef -

Date de mise en ligne : mardi 6 novembre 2007

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**C'est une bande qui a réussi à leur imposer un double prélèvement : « - Si vous payez pas, on vous livre aux grèves et aux syndicats, et on ne viendra pas vous aider, si vous payez on vous aide a tenir le coup lors des grèves, on vous verse des dessous de table, et vous serez protégés ». On dénoncera les grévistes dans les journaux qu'on paye, s'ils se font payer leurs jours de grève.**

La bande a ainsi réussi à ramasser davantage que les plus grands « hold up » de toute l'histoire : 600 millions d'euro, certains disent un milliard. Cette bande, comme ce qu'on sait de la mafia, « tient » ses gens en leur reversant des pots de vins en liquide, à raison de 2 millions d'euro par an. Elle va les retirer secrètement, par mallettes de 26 à 32 kilos tous les trois ou quatre mois, et leur chef, un certain « DGS » se charge de l'écoulement de cet argent noir.

On n'a pas encore réussi à savoir, bien cela fasse un mois que le scandale a éclaté, à « qui » il donne cet argent liquide secret : est-ce à d'autres bandes organisées qui servent de commandos anti-grèves comme cela a existé aux États-unis ou en Italie notamment ? Est-ce à des gens qui aident à la collecte des fonds, pour assurer qu'ils gardent le secret ? Ou est-ce d'autres activités troubles de blanchiment, de trafic, de corruption ? Des hypothèses ont été publiées dans la presse concernant des députés, des sénateurs, des grands patrons. Certains ont voulu considérer que c'était même en direction des syndicats de salariés, afin de les salir. Le chef de bande, refuse, lui, de parler, il invoque l'omerta. Il faut dire que bien qu'une enquête « préliminaire » ait été ouverte, il y a de nombreuses semaines, la justice n'a toujours pas ouvert d'enquête « judiciaire », aucun juge d'instruction n'a encore été nommé. Ce qui permet au chef de bande de continuer ses activités, et de s'entendre avec ses complices pour faire disparaître le maximum de preuves et de « couvrir » ses actes délictueux. Ils ne cessent d'avoir des avocats, des agents de communication, des attachés de presse, pour tenter de masquer et d'étouffer l'affaire.

On a appris que pour poursuivre ses sinistres activités il touche personnellement 240 000 euros plus que le président de la République, même après que celui-ci se soit augmenté de 140 %. Il se serait même fait à lui même un « prêt » de 331 000 euro, a son nom, sur papier « libre », afin de payer un appartement de 190 m2 proche de l'Etoile, à un prix manifestement sous évalué, il a été indiqué qu'il rembourserait ces 331 000 euro en 2013, sans doute après que le prix de l'appartement ait été multiplié par 2, 3 ou 5. Cela a choqué des petites gens emprunteurs auxquels des prêts (sub-prime) sont consentis à des taux usuraires. Mais le chef de bande est au-dessus de tout cela, lui, il est pour la suppression du Smic, parce qu'il trouve que ces gens-là gagnent trop. C'est même pour atteindre ses fins et supprimer le Smic, le droit du travail, etc, qu'il est payé.

Délictueux ou criminels, on n'en sait rien de ses agissements, et on peut s'interroger : car avec 2 millions d'euros de liquide par an, tout est possible, tant que la lumière n'est pas faite, on peut craindre le pire. Le chef de bande n'est même pas en prison préventive, ce qui est sans précédent pour des agissements de cette ampleur. Il y a quelque chose, en dehors du possible caractère criminel, ou autre de ces opérations « noires », c'est le caractère au premier degré, très immoral de quelques opérations annexes qui ont été révélées. Par exemple, le chef de bande, avait des fonctions publiques, à la tête d'une caisse sociale, appelée « UNEDIC » qui avait quelque rapport avec les cotisations sociales et l'assurance-chômage, et « DSG » a avoué avoir donné de l'argent en liquide à des collaborateurs, pour payer leur travail, sans payer de cotisations sociales : de nombreux chômeurs mais aussi contrôleurs de l'Urssaf, ont été choqués.

Le chef de bande était dans un réseau, et la chef de ce réseau s'est déclarée « salie » : elle a prétendu ne rien savoir, (alors que toute son organisation reposait sur ce système de caisse secrète) et elle a expliqué que c'était « comme un secret de famille » honteux. Mais ce n'était pas si caché que ça comme « secret de famille » puisqu'elle a reconnu que « beaucoup savaient inconsciemment ». Alors qu'elle est visiblement complice, elle n'a pas été inquiétée davantage que le chef de la fabuleuse caisse noire. Ils continuent à cacher les raisons et but profonds de leur trafic et à mentir sur leurs complices. Bien que la somme soit immense, sans précédent, la justice ne suit pas

## Attention une bande a organisé un racket contre les entreprises de métallurgie !

---

son cours : y aurait-il eu un « arrosage » en liquide a de hauts niveaux pour que la bande puisse ainsi échapper à la justice ordinaire qui frapperait tout citoyen pour moins que cela ? Car dans la bande autour de DGS, il y a deux frères du président. Et dans les rackets et racketteurs, il y a les plus puissants patrons du pays. Tous, comme la femme qui est leur super chef sont « salis », forcément.

Beaucoup de braves gens dans le pays ne se sentent plus en sécurité, la France a peur : si on peut trafiquer ainsi secrètement des centaines de millions d'euro, à un tel niveau, qu'est-ce qu'on peut dire à un pauvre délinquant qui pique un porte monnaie dans un sac a main avec dix euros dedans ? La peur se développe d'autant que le président a fait savoir qu'il voulait alléger les lois sur le droit des affaires des entreprises. En même temps, le gouvernement démantèle le code du travail et enlève dans le droit pénal du travail, toute notion de récidive pour les employeurs ? Comme la ministre de la justice a fait passer une loi pour des « peines plancher » en cas de récidive, les gens se disent : « y'a un truc derrière tout ça ».

D'autant que la presse qui est d'ordinaire friande de ce genre de scandale, se tait : elle parvient même à ne plus évoquer l'affaire alors que celle-ci n'en est qu'à son début, que pas un dixième de l'ampleur du scandale n'a été dévoilé. Quelqu'un a prétendu que les journalistes n'avaient dorénavant plus le droit de faire des « investigations » depuis que le nouveau président occupe à lui seul 90 % des médias. Mais comment un état de droit peut-il vivre avec un secret, une fraude pareille ?

Quelques-uns espèrent encore, quand même, que la ministre de la justice va diligenter une vraie enquête et que les coupables seront sous les verrous, car au niveau où ils sont, ils sont plus responsables que d'autres. Mais c'est un frêle espoir, car au Parlement, des députés ont demandé une telle enquête il y a dix jours et on leur a pas répondu. On entend à la radio un sous ministre qui explique qu'il veut agir pour les pauvres, mais il a un budget de 25 millions d'euros, 24 fois moins que les fonds officiellement détournés et déversés, par la bande à DGS et à sa super patronne qui fait partie de sa « famille » aux « sales » secrets.

**Gérard Filoche**, le 5 novembre 2007